

Déclaration conjointe des ONG au Conseil des droits de l'homme
49ème session Genève, Suisse
4 mars 2022

Nous sommes solidaires de tous les enfants, familles et organisations qui travaillent en Ukraine et dans les pays voisins en ces temps difficiles. L'escalade continue du conflit augmente le risque de décès, de blessures, de traumatismes, de perturbation de l'accès à l'éducation et aux services de base, de déplacement forcé et de séparation pour les enfants. Nous sommes profondément préoccupés par la détérioration rapide de la situation humanitaire à laquelle sont confrontés les enfants et par les conséquences à court et à long terme sur leurs droits, en particulier ceux qui se trouvent dans les situations les plus vulnérables, comme les 100 000 enfants qui grandissent dans des institutions sans soins parentaux et les enfants sans papiers et apatrides. Nous condamnons les récentes attaques contre des écoles et des jardins d'enfants en Ukraine. Au moins six établissements scolaires ont été bombardés ces derniers jours, ce qui aura un impact profond sur le droit des enfants à l'éducation.

Nos vies sont interconnectées. La souffrance des enfants ukrainiens est aussi notre souffrance. Nous savons que cette guerre aura également des répercussions dans toute l'Europe, à un moment où la pandémie a déjà creusé les inégalités et mis à mal la cohésion sociale.

La Fédération de Russie et l'Ukraine ont toutes deux ratifié la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant et son Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (OPAC). Ce dernier souligne dans son préambule "les effets préjudiciables et étendus des conflits armés sur les enfants et leurs répercussions à long terme sur le maintien d'une paix, d'une sécurité et d'un développement durables".

Nous nous joignons à l'appel des experts de l'ONU et de la communauté internationale pour que toutes les parties au conflit respectent le droit international humanitaire et les droits de l'homme, et que les communautés affectées puissent accéder en toute sécurité à l'aide humanitaire dont elles ont besoin.

La protection des civils et de leurs infrastructures doit être une priorité, y compris celles qui ont un impact sur la vie des enfants, comme les hôpitaux et les écoles, conformément à l'OPAC et à la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, laquelle affirme "Chaque école devrait être un espace protégé permettant aux élèves d'apprendre et de réaliser leur potentiel, même en temps de guerre".

Le respect des droits de l'enfant est le fondement de la paix et de la prospérité. Notre avenir collectif dépend des enfants qui grandissent dans un environnement exempt de peur, de violence et de violations des droits de l'homme. Nous appelons à la protection des enfants, en particulier des filles et des jeunes femmes, qui sont exposées à un risque disproportionné de violence sexuelle et de violence sexiste pendant les conflits.

Nous nous faisons également l'écho de l'appel des experts de l'ONU à protéger les droits de tous les défenseurs des droits de l'homme, y compris les enfants défenseurs des droits de l'homme, qui exercent leur droit à la liberté de réunion pacifique, d'association et d'expression dans tous les pays concernés.

En tant que réseau d'organisations et d'individus engagés dans la protection et la promotion des droits humains des enfants, nous sommes unis contre la guerre. Nous réitérons l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu et d'un retour au dialogue et aux négociations pour mettre fin à l'escalade de la guerre en Ukraine et nous appelons la communauté internationale à soutenir toutes les mesures qui protègent la vie et le bien-être des enfants, notamment en aidant tous les enfants et toutes les familles à trouver la sécurité en Ukraine et au-delà des frontières sans discrimination. Nous soutenons également la création d'une commission d'enquête par le Conseil et tout autre mécanisme de responsabilité pour traiter les violations et les abus des droits de l'enfant.

Arigatou International; Child Rights Connect; Child Rights International Network (CRIN); Defence for Children International; Defence for Children Costa Rica; ECPAT International; Eurochild; Institute on Statelessness and Inclusion; Plan International; SOS Children's Villages; Women's World Summit Foundation; World Organisation Against Torture/SOS Torture; World Vision International; Association AMANE; Hope and Homes for Children; Make Mothers Matter;